

CHARTRE DE DEONTOLOGIE ET D'INDEPENDANCE

L'Observatoire du Calcul Mondial, Global Compute, fonde son action sur une conviction inébranlable selon laquelle la puissance de calcul, ou "Compute", constitue désormais la matière première stratégique déterminant la souveraineté des nations et la liberté des peuples. En sa qualité de "Think & Do Tank" opérant depuis la France et à destination de l'international, notamment vers l'Afrique et les Caraïbes, l'association se dote de la présente charte pour garantir l'intégrité absolue de ses travaux, de ses outils et de sa doctrine. L'adhésion à Global Compute et la participation à ses activités impliquent l'acceptation sans réserve des principes énoncés ci-après, qui placent l'intérêt général et l'indépendance intellectuelle au-dessus de toute considération partisane ou commerciale.

La primauté de l'indépendance intellectuelle constitue la pierre angulaire de notre organisation. Si Global Compute accepte le concours de partenaires publics ou privés pour mener à bien ses missions, l'association refuse catégoriquement tout financement qui serait conditionné à une orientation spécifique de ses conclusions ou à une censure de ses analyses. Aucun donateur, mécène ou partenaire ne dispose d'un droit de regard, de modification ou de veto sur les rapports produits, les alertes émises ou les solutions techniques développées par l'association. La liberté de ton est totale et la critique, lorsqu'elle est étayée par notre méthodologie, s'exerce sans distinction de la puissance des acteurs concernés.

L'exigence de rigueur méthodologique est le garant de notre crédibilité. Les analyses produites par Global Compute ne se fondent ni sur l'idéologie ni sur la rumeur, mais sur des grilles de lecture structurées, notamment la matrice des "16 Forces" développée par l'Observatoire. Nous nous engageons à distinguer strictement, dans toutes nos publications, ce qui relève du fait technique établi, de l'analyse prospective et de l'opinion. Cette honnêteté intellectuelle oblige l'association à rectifier publiquement toute information qui s'avérerait inexacte et à déclarer systématiquement tout conflit d'intérêts potentiel pouvant affecter l'un de ses experts ou dirigeants dans le traitement d'un dossier spécifique.

Dans l'exercice de sa mission de veille active au travers du "Programme Sentinel", Global Compute s'engage à agir exclusivement dans l'intérêt supérieur de la souveraineté numérique et de la protection des citoyens. Le droit d'alerte et d'audit que nous exerçons vise à identifier et cartographier les menaces, les vulnérabilités et les stratégies d'encerclement numérique. Ces actions sont menées dans un cadre éthique strict, excluant toute utilisation de nos compétences à des fins de malveillance, d'espionnage industriel illégal ou de déstabilisation gratuite. Notre objectif est la résilience des infrastructures et l'éveil des consciences, jamais la nuisance.

La protection de la vie privée et la sanctuarisation des données sont au cœur de notre identité, matérialisée par le dispositif "Bulle X". Global Compute s'applique à elle-même les standards les plus élevés en matière de confidentialité. Nous garantissons l'anonymat absolu des sources qui nous confient des informations sensibles ainsi que la protection intégrale des données de nos membres. Nous nous refusons à toute monétisation, cession ou exploitation commerciale des données personnelles qui nous sont confiées, considérant que la confidentialité est un droit inaliénable et non une variable d'ajustement économique.

Enfin, dans son rôle de formateur, Global Compute s'engage à transmettre aux leaders, experts et décideurs de demain une vision éthique de la puissance technologique. Nous formons des esprits capables de maîtriser l'arsenal numérique pour défendre la souveraineté des États et des organisations, et non pour asservir ou contrôler les populations. Cette responsabilité morale est indissociable de notre mission : armer intellectuellement et techniquement la résistance numérique pour bâtir un avenir où le calcul reste un instrument de liberté.

Fait à Troyes, le 25 décembre 2025.

Le Président Jean Frantzdys RICHARD

